

nada, garantis....	268,573	94,378
Dépôts faits à d'autres banques au Canada	3,048,777	3,742,823.
Dû à d'autres banques sur échanges journaliers	668,161	377,047
Balances dues par banques étrangères.....	18,923,915	20,364,542
Balances dues par banques anglaises.....	5,600,484	5,735,420
Obligations fédérales.....	2,594,788	2,593,541
Valeurs mobilières autres que les canadiennes.....	6,122,879	6,345,799
Valeurs de chemins de fer.....	3,946,655	4,046,099
Prêts sur titres et valeurs.....	12,639,259	13,335,807
Escomptes et avances en cours.....	185,660,305	187,817,645
Prêts aux gouvernements.....	536,153	853,577
Effets en souffrances.....	2,580,808	2,654,123
Immobilisations.....	1,104,047	1,157,070
Hypothèques.....	789,729	772,485
Immobilisations occupées par les banques.....	4,412,258	4,429,626
Autres valeurs.....	1,599,940	1,639,121
Totaux, actif.....	\$277,854,911	\$280,816,793

Choses et Autres.

On annonce que les Antilles Anglaises y compris la Jamaïque, Trinidad, la Barbade, Ste. Lucie et les autres petites Antilles, ont conclu un traité de réciprocité avec les Etats Unis, avec la sanction du gouvernement impérial. Les Canadiens seraient curieux de lire le texte de ce traité.

Un confrère rapporte qu'un épiciériste voulant se rendre compte de la perte causée par l'échantillonnage à ouvert deux boîtes de dattes; il en a posé une sur le comptoir, à la portée des clients qui voudraient y goûter, l'autre en arrière du comptoir, pour servir les clients qui achèteraient. La première boîte, celle sur le comptoir, a été vidée avant l'autre.

Le *Commercial*, de Winnipeg dit: "Quelques lots de fourrures ont été apportés au marché et quelques-uns ont réalisé de bons prix; ce sont ceux pour lesquels il existait une demande locale pour les besoins immédiats des manufacturiers. Cette demande locale naturellement n'existe qu'au commencement de la saison et cessera bientôt. Les rapports de l'étranger ne sont pas encourageants; on dit que vu le manque des récoltes cette année dans le nord de l'Europe, les fourrures seront en baisse cette année. Les acheteurs, à la campagne, feront bien de ne pas payer trop cher. Le castor surtout est, dit-on, trop cher pour pouvoir être placé en Europe.

On écrit de Londres à un journal de New-York: "Les fourrures américaines se vendront bien en janvier et mars, particulièrement l'ours, la bête puante, le vison, le sable, le renard gris et l'opossum américain. Ce dernier article surtout, dans les meilleures qualités, sera très recherchée pour teindre de la nouvelle couleur bête puante, car, quoique ce soit un article comparativement nouveau, la vente en

a été excellente dernièrement, et nous sommes persuadé qu'il aura une grande vogue la prochaine saison. De fait, toutes les peaux brutes ou non travaillées se vendront mieux l'année prochaine que les peaux plates, telles que le rat musqué et teint: nous n'avons aucune confiance en cet article pour l'année prochaine. Nous croyons que le *nutria* sera encore recherché, mais nous n'avons pas confiance dans le castor, à moins qu'il ne baisse de 20 p. c., car alors le bon marché le ferait vendre; mais, aux prix actuels, nous n'en voulons pas ici.

Magasins Coopératifs

Nous n'avons pas, dans notre province de sociétés coopératives de consommation ou de production. Des essais ont été faits; il y a quelques années un magasin coopératif a été établi à Montréal avec un capital nominal de \$50,000, divisé en actions de \$10 chacune; Ce magasin ne vendait pas seulement à ses actionnaires, ce qui le distingue des magasins purement coopératifs. Il vécut, si nous avons bonne mémoire, un peu plus d'un an; puis on essaya de compléter la souscription du capital, dont la moitié seulement avait été d'abord souscrite, et, l'opération n'ayant pas abouti, le magasin fut mis en liquidation, ne pouvant plus fonctionner faute de capital.

Une couple de sociétés coopératives de production ont été lancées et ont fini, elle aussi, par tomber à l'eau; la dernière et la plus connue est la fabrique coopérative de chaussures dont les actionnaires ont perdu toute leur mise de fonds.

Dans le Haut Canada, il paraît qu'il se fait en ce moment un travail pour organiser parmi les cultivateurs, des sociétés coopératives de consommation, sous le nom de *Patrons of Husbandry*: Les marchands de la province voisine se trouvent menacés par ces sociétés de la perte d'une partie de leur commerce et ils essaient de défendre leurs intérêts de leur mieux. Ce genre de coopération paraît s'adopter plus facilement au tempérament anglo saxon qu'au nôtre; car, tandis que les sociétés coopératives ne réussissent pas mieux en France que dans la province de Québec, elles ont l'air de faire de brillantes affaires en Angleterre. Nous trouvons à ce sujet dans l'*Economiste Français* une étude de M. Ernest Brelay, dont nous détachons ce qui suit:

"Au premier aspect, on est ébloui, tant par les totaux que par la comparaison de deux exercices:

	1889	1890.
Nombre de Sociétés.....	1.515	1.554
— de membres.....	1.054.996	1.117.055
Capital-actions. Liv. 11.199.934		12.261.952
Ventes.....	40.225.406	43.200.319
Bénéfices.....	3.775.464	4.170.032
Placements effectués. 5.408.622		6.292.964

"Il est certainement enthousiasmant de pouvoir dire, en nombre ronds: voilà plus d'un million d'hommes, possédant 300 millions de francs, se répartissant plus d'un milliard de marchandises, y gagnant 100 millions et mettant de

côté, tant par leurs bénéfices que par leurs économies, plus de 150 millions en une année.

"Puis quelle armée de coopérateurs! Si chaque sociétaire est un chef de famille, il faut, en Angleterre, le multiplier par cinq, en moyenne, et il se trouve que près d'un septième du peuple britannique participerait au "mouvement."

"Nous allons voir qu'il y a quelques déductions à faire pour cause de doubles emplois; notamment en ce qui concerne les deux Sociétés d'achats en gros (*wholesale societies*) de Manchester et de Glasgow dont les contingents sont confondus, à tort, avec ceux des *retail stores*, leurs clientes et les uniques canaux par lesquels passent les articles vendus pour arriver à la consommation.

"Opérations des *wholesale societies* pour l'exercice 1890:

	Angleterre	Ecosse
Membres (qui sont autant de Sociétés actionnaires).....	941	261
Capital-actions..... Liv. 434.019		84.454
— emprunté.....	803.119	437.985
Ventes.....	7.429.073	2.475.338
Bénéfices nets.....	126.979	80.414

"Tous ces bénéfices appartenant aux actionnaires du premier degré, on a raison, à la Société de Manchester, d'en rechercher très peu; l'essentiel — pour la *wholesale* qui n'est qu'un rouage ou un fournisseur spécial, — étant d'assurer la couverture des frais généraux et de l'amortissement. A Glasgow, on tient à avoir l'air de gagner beaucoup, et cela, surtout, pour pouvoir donner une meilleure part aux employés sous forme de *profit sharing*. Remarquons que la *wholesale* écossaise emprunte cinq fois plus qu'elle n'a de fonds sous forme d'actions; tandis que sa grande sœur anglaise n'a pas, en prêts ou dépôts, le double de son propre capital et présente, ainsi, une plus grande sécurité aux intéressés de tout ordre.

"On voit, en tous cas, qu'il faut détruire des grands totaux les sommes ci-dessus, notamment 1.202 membres et des ventes s'élevant à 9,904,414 liv.

"Il faudrait en retrancher encore, pour bien voir clair et éviter de dénaturer — en bien ou en mal — la moyenne des résultats obtenus par les *retail stores*, particulièrement ouvriers, deux Sociétés, fonctionnant sur les bases du *Civil service plan*, qui vendent à bas prix à d'autres clients que leurs associés, ne restituent pas de boni aux acheteurs, et sont, en somme, des maisons de commerce ordinaires, dont le capital est divisé en petites actions. Il s'agit encore là (d'après les comptes rendus de 1889), de 11,000 membres, de ventes s'élevant à près de 2 millions de livres et de bénéfices moindres de 2 1/4 0/0.

"Nous trouvons donc qu'il reste, comme tout à fait fidèles au *Rochdale plan*, 1,042,794 membres, se distribuant des marchandises pour une somme de 31,311,281 liv. st. et réalisant des profits de 4,043,236 liv. st.; soit en francs 101,080,900, ou plus de 96 fr. par sociétaire, ménage ou famille.

Avec cette somme on peut fournir la cotisation de sa *friendly so-*

ciety, son assurance sur la vie et conserver encore un noyau de patrimoine, applicable, si l'on veut, à une *land and building society*, soit à titre de dépôt, soit comme acompte sur l'acquisition d'un *cottage*.

En notre qualité de bourgeois à courte vue et désintéressé, nous trouvons ce résultat magnifique. Il a été obtenu un peu automatiquement, en dehors des conditions économiques ordinaires, et le plus grand intérêt qu'il présente est de résoudre, dans la mesure du possible, le desideratum suprême de l'ouvrier et de l'employé, consistant à dissiper le grave souci de mettre sa vieillesse à l'abri du dénuement.

"La coopération, selon nous, n'est bonne qu'à cela; c'est un instrument de prévoyance dont la science la plus classique reconnaît l'efficacité; pourvu que l'on veuille bien ne pas la considérer comme une sorte d'*omnium* et en tirer des conséquences démesurées qui la feraient promptement s'enliser dans le marécage collectiviste.

"L'union étroite avec les *trades' unions* recommandée par les grands meneurs des grèves, les John Burns, les Tom Mann et leurs sous-agitateurs, serait, nous le répétons, une abominable duperie pour le peuple coopérateur. Celui-ci fait en sorte de rendre le salaire effectif, tandis que de l'autre côté on tend, au contraire, par l'augmentation indéfinie et mal raisonnée du taux de la main d'œuvre, à faire la hausse de tous les produits, mais surtout des plus usuels. Il n'y a là que du temps perdu, qu'une manœuvre pénible, pleine de répercussions mal entrevues et de souffrances imposées stérilement à des innocents; et, lorsqu'on croit avoir remporté une victoire, on n'est arrivé, le plus souvent, qu'à déplacer des industries, à refaire le travail de Pénélope, à se noyer dans le tonneau des Danaïdes!... C'est, en somme, la guerre au capital, celui-ci étant considéré comme exploiteur, bien que sa rémunération ne cesse de décroître au profit du travail, auquel il s'offre plus que jamais, partout où il trouve de la sécurité et une perspective bien visible de reproduction. Mais nul ne veut voir cela dans les régions populaires, et, partant de la supposition que le patron s'enrichit toujours facilement, on tente, en Angleterre, particulièrement, de fonder des Sociétés coopératives de production. Cette manie est empruntée à la France: on s'y est mis avec entrain, en même temps que chez nous on en reconnaissait à peu près l'inaïté. Nous avons sous les yeux le tableau de ce qui s'est fait en ce genre dans le Royaume-Uni, en 1889; or, à part les moulins à farine, la boulangerie et un très petit nombre de fabriques, l'ensemble est assez misérable. Les *retail stores* se sentent peu encouragés à acheter aux Sociétés productrices libres qui, d'ailleurs, ne se soucient peut-être guère de lutter âprement contre les fabriques individuelles. C'est très compréhensible, puisque tout ce monde a pour